

29 avril 1998 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclarations conjointes de MM. Jacques Chirac, Président de la République et Martti Ahtisaari, Président de Finlande, sur l'annonce d'un voyage en Finlande, la construction européenne et la candidature de M. Trichet à la Banque centrale européenne, Helsinki le 29 avril 1998.

LE PRESIDENT - Je voudrais tout d'abord remercier le Président Ahtisaari de m'avoir invité pour cet entretien. Son expérience et son autorité font de lui une personnalité que l'on souhaite tout naturellement consulter. Je me réjouis d'avoir été invité en voyage officiel en Finlande l'année prochaine. C'est avec plaisir que j'ai accepté.

Il serait effectivement temps que la construction européenne progresse rapidement, la monnaie unique, l'élargissement, les problèmes agricoles, les fonds structurels, les problèmes financiers et ceux de la politique extérieure commune et de sécurité. Naturellement, tout cela suppose une bonne concertation au sein de l'Union. Entre la France et la Finlande, il y a beaucoup de convergences, il y a beaucoup d'approches communes des problèmes. Il y a aussi beaucoup d'intérêts communs, et nous attachons beaucoup d'importance, l'un et l'autre, à une relation plus forte entre nos deux pays pour essayer de trouver de bonnes solutions (et de bons compromis) aux problèmes qui se posent.

C'est dans cet esprit que les deux ministres des Affaires étrangères, qui se voient déjà de façon régulière, se rencontreront de façon particulière dans les prochaines semaines à Paris. De même, les deux ministres de l'Agriculture se verront ici même en Finlande. L'objectif est de discuter en permanence du problème de la construction européenne pour essayer à l'avance de trouver des solutions aux difficultés qui peuvent se présenter.

Je remercie le Président de cet entretien qui a été utile pour moi et de son invitation.

QUESTION - sur la candidature de Monsieur Trichet à la direction de la BCE et sur la possibilité d'un candidat de compromis ?

LE PRESIDENT - Je dirai d'abord que j'ai la plus grande estime, je l'ai déjà dit publiquement, notamment à plusieurs chefs d'État et de gouvernement européens, pour le gouverneur de la Banque de Finlande. Les choses étant aujourd'hui ce qu'elles sont, la France a un candidat et elle le soutient.

QUESTION - sur l'avenir de la crédibilité de l'Europe, en cas d'impasse ce week-end ?

LE PRESIDENT - Tout d'abord, je ne crois pas que ce soit grave. Il n'est pas écrit dans les institutions que la décision doit être prise le 2 mai. Je crois qu'il serait tout de même utile de le faire non pas pour des raisons juridiques ou politiques, mais plus pour des raisons psychologiques.

QUESTION - Pensez-vous que l'on va trouver un compromis ce week-end ?

LE PRESIDENT - Je l'espère et je suis persuadé qu'en particulier la Finlande peut avoir un rôle utile à jouer grâce à sa sagesse.

QUESTION - Pouvez-vous préciser de quelle manière ?

LE PRESIDENT - Je ne lis pas dans le marc de café. Je fais confiance à tous ceux qui ont la responsabilité de se prononcer pour le faire d'une façon utile.

QUESTION - sur l'éventuel partage de la présidence ?

LE PRESIDENT - Prenons les quelques jours qui nous séparent du 2 mai pour trouver la meilleure solution pour l'Europe et pour l'euro. La France a un candidat et le soutient.

Je voudrais dire aux journalistes finlandais toute l'admiration que j'ai pour la façon dont ils parlent français. Je les remercie de cet effort.

LE PRESIDENT AHTISAARI - J'ai invité le Président Jacques Chirac à se rendre en Finlande et il m'a fait l'amitié de répondre favorablement à cette invitation. Nous devons à présent rechercher le moment favorable. Cette escale nous a permis un échange de vues sur un certain nombre de questions ayant trait à l'Union européenne ainsi que sur la coopération qui a lieu dans la région baltique.

Nous estimons l'un et l'autre qu'il y a lieu de renforcer nos contacts. Les ministres des Affaires étrangères des deux pays auront l'occasion de se rencontrer prochainement. Nos ministres de l'Agriculture devront se rencontrer régulièrement. On pourra de la sorte aller de l'avant dans l'examen de ces questions.

Je pense que nos deux pays s'efforcent de faire en sorte que les questions actuellement en suspens au sein de l'Union européenne avancent le plus vite possible, car nous ne voulons pas que les réformes qui s'avèrent nécessaires au sein de l'Union européenne deviennent autant d'obstacles sur la route de l'élargissement.

Je remercie une fois encore le Président Chirac de m'avoir donné la possibilité de cet entretien.